



## Communiqué de presse de Mathieu Klein, président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle suite à la publication du rapport Marx.

### **Il est grand temps que la Lorraine prenne son destin en main.**

Dans une région Grand Est qui peine encore à prendre ses marques, le gouvernement a décidé de rouvrir le débat sur l'avenir institutionnel de nos territoires.

Le rapport du préfet Jean-Luc Marx au Premier Ministre est une base de travail très intéressante, en ce qu'il pointe précisément les spécificités et les défis de nos territoires européens et l'inadaptation de leur organisation actuelle pour y répondre efficacement.

Il est toutefois inconcevable que les seules réponses à ces enjeux soient destinées à l'Alsace. Si la fusion du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en un seul département est parfaitement légitime pour nos amis alsaciens, les Lorrains et les Champardennais doivent eux aussi disposer d'un cadre législatif, réglementaire et territorial adapté pour jouer pleinement leur rôle européen.

C'est pourquoi il n'est pas question d'accepter une région à deux vitesses, pour laquelle le conseil régional disposerait de compétences réduites sur son territoire siège au bénéfice d'un nouveau département, tandis que les autres se contenteraient du droit commun administré depuis Strasbourg : cette option doit être clairement écartée, sinon le Grand Est aura vécu.

De même que la résurgence d'une entité Alsace-Moselle sonne comme un rappel historique, mais parfaitement inadapté aux enjeux de la Lorraine du XXI<sup>e</sup> siècle.

Si la différenciation posée dans le rapport se justifie par le caractère transfrontalier, la Meurthe-et-Moselle, comme d'autres départements, le vit au quotidien avec le Luxembourg et la Belgique et dans la Grande Région Européenne. Sur les enjeux européens, nous avons d'ailleurs renforcé ces quatre dernières années les coopérations interdépartementales avec les départements lorrains et notamment avec la Moselle, comme le rappelle la tribune que nous avons cosignée avec Patrick Weiten le 26 février 2018 « France et Luxembourg : pour un juste échange » en revendiquant l'adaptation de la réglementation sur nos zones frontalières.

Dans le même état d'esprit, nous avons rappelé ensemble, Moselle et Meurthe-et-Moselle,

le 23 mai 2018 à Scy-Chazelle, que la question des relations avec l'Allemagne et du développement de l'apprentissage de l'allemand en France n'était pas la seule préoccupation des territoires de la bande frontalière, qui sont naturellement en première ligne, mais bien un enjeu régional de première importance.

Devenir la première région trilingue de France (langue maternelle, langue du voisin - allemand - et langue du monde - anglais -) demeure un objectif que nous pourrions efficacement porter si nous en disposons des moyens.

Les Lorrains ne doivent pas attendre de solution miracle d'en haut : prenons notre destin en main, imaginons les scénarios institutionnels qui renforcent notre unité et nous donnent tous les outils pour être à la hauteur de la grande région européenne que nous sommes.

J'attends donc du gouvernement et de Jacqueline Gourault qu'ils conduisent une discussion ouverte et sur les mêmes bases avec l'ensemble acteurs du Grand Est.